

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité et du Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 3, alinéa premier, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mai 2009 relatif au soutien de la cession de légumes et de fruits aux élèves des établissements d'enseignement, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 2010, les mots « avant la date de début mentionnée dans le contrat de distribution de fruits à l'école » sont remplacés par les mots « au plus tard le 15 octobre ».

**Art. 2.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, i), du même arrêté, le membre de phrase « et à transmettre une copie de celui-ci à l'entité compétente. » est remplacé par le membre de phrase « , à conserver l'original de celui-ci et à le tenir, lors d'un contrôle sur les lieux, à la disposition des fonctionnaires chargés du contrôle. ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2011.

**Art. 4.** Le Ministre flamand qui a la politique agricole dans ses attributions et le Ministre flamand qui a l'environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1718

[2011/203335]

**23 JUIN 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010;

Considérant la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail;

Considérant le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne;

Considérant le décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 1993 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements d'accueil pour personnes âgées;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003;

Considérant la nécessité de mettre à jour les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie;

Considérant la nécessité d'accélérer le traitement des dossiers et les délais de paiement;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 31 mars 2011;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juin 2011;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, le 3<sup>o</sup> est complété par les mots "ou par le Département des Technologies de l'Information et de la Communication."

**Art. 2.** L'article 2 du même arrêté est complété par les mots "ou par le Département des Technologies de l'Information et de la Communication."

**Art. 3.** A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots "ou, pour les Directions relevant directement du secrétaire général ou du directeur général, au directeur de la Direction concernée.";

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement d'un directeur, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées à l'alinéa 2 sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à un agent de niveau A de la Direction concernée qu'il désigne à cet effet. »

**Art. 4.** L'article 7, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté est complété par le 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> aux agents du niveau A désignés à cet effet par le directeur général. »

**Art. 5.** Dans les articles 8, alinéa 2, 11, 15, 16, 33, 35, alinéa 1<sup>er</sup>, 51, 75, 76 et 106 du même arrêté, les montants sont chaque fois remplacés par les montants suivants :

« — secrétaire général et directeur général : 50.000 euros;

— inspecteur général : 25.000 euros;

— directeur : 12.000 euros. »

**Art. 6.** Dans l'article 10 du même arrêté, les mots "qui précèdent" sont remplacés par les mots "du présent arrêté".

**Art. 7.** Dans l'article 13, § 2, du même arrêté, l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 8.** A l'article 15 du même arrêté, le nombre "74" est abrogé.

**Art. 9.** Dans l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> engager préalablement à tout engagement juridique, approuver, ordonnancer ou désengager la dépense à charge du budget général des dépenses de la Région. »;

b) dans le 4<sup>o</sup>, les mots "ou la partie de marché en cas de marché conjoint" sont abrogés;

c) l'article 18 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le secrétaire général ou le directeur général peut déléguer l'inspecteur général ou le directeur concerné pour approuver le cahier spécial des charges ainsi que les plans annexés ou les documents en tenant lieu.

Lorsqu'une procédure négociée sans publicité résulte de l'application de l'article 17, § 2, 2<sup>o</sup>, b), de la loi du 24 décembre 1993, la délégation pour l'approbation du marché est accordée à l'autorité qui a approuvé le marché initial passé par adjudication ou appel d'offres. »

**Art. 10.** A l'article 19 du même arrêté, le 4<sup>o</sup> est complété par les mots "établi ou reconnu par la Région wallonne."

**Art. 11.** A l'article 21 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots "l'offre sélectionnée" sont remplacés par les mots "l'offre régulière";

b) le 2<sup>o</sup> est complété par les mots "déposées par les soumissionnaires sélectionnés."

**Art. 12.** A l'article 22 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'agent ayant délégation pour passer un marché a également délégation pour prendre les décisions ayant trait à la simple exécution de ce marché y compris l'approbation des décomptes relatifs à des travaux, des fournitures ou des services supplémentaires jusqu'à concurrence de 25 % du marché initial. »

**Art. 13.** A l'article 24 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le § 1<sup>er</sup>, les mots "procédure négociée sans publicité" sont remplacés par les mots "procédure négociée avec publicité";

2<sup>o</sup> dans le § 2, 2<sup>o</sup>, les mots "aux contractants à concurrence de 10 % des montants y indiqués" sont abrogés.

**Art. 14.** L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour :

1<sup>o</sup> exercer toute poursuite, faire citer ou comparaître devant les cours et tribunaux;

2<sup>o</sup> procéder à toute saisie;

3<sup>o</sup> confier toute affaire litigieuse à un avocat.

Chaque agent délégué notifie sans retard au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 15.** L'article 26 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 26. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour :

1<sup>o</sup> à concurrence de 300.000 euros, tant en principal qu'en intérêts, prendre toute décision de recours, d'acquiescement ou de désistement lors d'instances ou d'actions judiciaires et approuver toute dépense y relative;

2<sup>o</sup> à concurrence de 150.000 euros, tant en principal qu'en intérêts, prendre toute décision de recours, d'acquiescement ou de désistement lors d'instances ou d'actions judiciaires relatives à des marchés publics et approuver toute dépense y relative;

3<sup>o</sup> engager, approuver et ordonnancer toute dépense relative à l'exécution d'une décision juridictionnelle exécutoire et ce, sans limitation de montant.

Chaque agent délégué notifie au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 16.** Dans l'article 30, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots ", dans les matières relevant de leur autorité respective," sont insérés entre les mots "secrétaire général et au directeur général" et les mots "pour approuver les dépenses".

**Art. 17.** L'article 31 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Chaque agent délégué notifie au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 18.** L'article 32 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Délégation est accordée au secrétaire général et au directeur général, dans les matières relevant de leur autorité respective, pour prendre toute mesure urgente et impérative pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Chaque agent délégué notifie sans retard au ministre concerné les décisions prises en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

**Art. 19.** Dans l'article 33 du même arrêté, les mots "du Service public de Wallonie" sont insérés après le mot "communication".

**Art. 20.** Dans les articles 34, 38, 52, 68, 71, 77, 93, 102 et 112 du même arrêté, les mots "ou délégué" sont chaque fois insérés entre les mots "les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire" et les mots "à charge des crédits prévus".

**Art. 21.** Dans l'article 35, alinéa 2, du même arrêté, le montant prévu pour l'inspecteur général du Département de la gestion des Ressources humaines est remplacé par "2.500 euros".

**Art. 22.** L'article 40 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 40. Délégation est accordée au directeur général pour prendre les décisions relatives :

1<sup>o</sup> aux congés à but philanthropique, au congé d'accueil en vue de l'adoption, au congé parental, aux congés pour motifs impérieux d'ordre familial, au congé pour prestations réduites pour maladie, au renouvellement du congé pour mission, au congé pour interruption de la carrière professionnelle, aux congés de citoyenneté;

2<sup>o</sup> aux régimes de travail à temps partiel visés au chapitre XIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

3° à la disponibilité pour convenances personnelles;

4° à la fixation de la résidence administrative.

Lorsque l'autorité a un pouvoir d'appréciation, les décisions prises sur la base des délégations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> le sont sur proposition ou avis conforme du secrétaire général ou du directeur général concerné dont relève l'agent. »

**Art. 23.** Dans l'article 41 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 24.** Dans l'article 43 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Délégation est accordée au directeur général pour modifier ou suspendre conventionnellement l'exécution des contrats de travail dans toutes les hypothèses où pareille modification ou suspension a pour objet l'octroi d'un congé visé à l'article 12bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Lorsque l'autorité a un pouvoir d'appréciation, les décisions prises sur la base des délégations visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 le sont sur proposition ou avis conforme du secrétaire général ou du directeur général dont relève l'agent. »

**Art. 25.** L'article 44 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. Délégation est accordée au directeur général pour prendre, sur proposition ou avis conforme du secrétaire général ou du directeur général dont relève l'agent, toute décision en matière de licenciement du personnel contractuel. »

**Art. 26.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit :

« Art. 45/1. Délégation est accordée au directeur général pour prendre toute décision relative à l'octroi d'un logement gratuit ou d'une allocation pour privation de logement. »

**Art. 27.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 45/2 rédigé comme suit :

« Art. 45/2. Délégation est accordée au directeur général pour désigner les comptables des matières. »

**Art. 28.** L'article 46 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 46. Délégation est accordée au directeur général pour :

1° procéder à la nomination à titre définitif des stagiaires;

2° recevoir la prestation de serment des agents. »

**Art. 29.** L'article 47 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 47. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département des Affaires générales pour prendre les décisions relatives :

1° aux absences pour maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par Medex;

2° aux accidents du travail et aux maladies professionnelles. »

**Art. 30.** Dans l'article 48, § 2, du même arrêté, la phrase " En cas d'absence ou d'empêchement de ces agents, la délégation prévue à l'article 47 est accordée à l'inspecteur général du Département des Affaires juridiques. " est abrogée.

**Art. 31.** Dans l'article 49 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de la Gestion des Ressources humaines pour désigner, après avis du secrétaire général ou du directeur général concerné, les formateurs internes, parmi les agents du Service public de Wallonie ou des organismes d'intérêt public visés par le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne qui se sont portés candidats et qui justifient d'une expérience de la formation. »

**Art. 32.** A l'article 50 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé;

2° dans l'alinéa 2, les mots "en outre" sont abrogés.

**Art. 33.** L'article 67 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 67. Sans préjudice des compétences de l'ordonnateur, délégation est accordée au receveur général et au receveur des taxes et redevances pour prendre toute mesure conservatoire et notamment signer et déposer, en cas de faillite, de réorganisation judiciaire, de règlement collectif de dettes ou de médiation de dettes à l'intervention d'une institution agréée par la Région wallonne toute déclaration de créances qui procèdent des matières relevant de leur gestion comptable. »

**Art. 34.** Dans l'article 69 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° conclure les conventions fixant les interventions de la Région dans les frais afférents à l'établissement de dispositifs d'égouttages communaux à concurrence de 75.000 euros; »;

b) un 3° rédigé comme suit est inséré :

« 3° conclure avec les provinces et les communes concernées les conventions relatives à l'entretien des sites RAVel, pré-RAVel et des équipements de voirie régionale. »

**Art. 35.** L'article 70 du même arrêté est complété le 9° rédigé comme suit :

« 9° conclure les conventions avec les gestionnaires des réseaux électriques pour le raccordement des installations. »

**Art. 36.** Dans l'article 72 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots "voies d'eau" ainsi que les mots "voies d'eau ou voies assimilées" sont remplacés par les mots "voies hydrauliques" et les mots "chemins de halage" sont remplacés par les mots "chemin de service";

b) au 3°, les mots "conclure des conventions" sont remplacés par les mots "passer des marchés".

**Art. 37.** L'article 73 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 73. Délégation est accordée au directeur de la Direction concernée pour :

1° en matière de transport de personnes :

a) approuver les modifications apportées aux horaires des lignes régulières et régulières spécialisées;

b) approuver les mesurages et les tableaux de sectionnement des lignes régulières;

c) approuver les autorisations délivrées par les collèges;

d) statuer sur les recours introduits par les exploitants contre les décisions ou absences de décision des collèges communaux en matière de services de taxis;

e) délivrer les autorisations pour les services de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs;

f) agréer les services de transport d'intérêt général;

g) autoriser l'utilisation d'un moyen de transport individuel en faveur des élèves fréquentant l'enseignement spécial;

g) statuer sur les demandes d'octroi du droit au transport conformément au décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires;

i) délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers;

j) délivrer les autorisations relatives aux services temporaires;

k) délivrer les autorisations relatives aux services de renforcement;

l) délivrer les autorisations relatives à la création, à la modification ou à la suppression des services réguliers spécialisés à l'exception des services de ramassage scolaire;

2° en matière de voies hydrauliques :

a) accorder à des tiers, à titre précaire, toute autorisation d'occuper, à un titre quelconque, le domaine public faisant partie des voies hydrauliques et de leurs dépendances, en application des directives fixées par le directeur général;

b) faire planter, élaguer et abattre les plantations fonctionnelles et ornementales le long des voies hydrauliques et de leurs dépendances;

c) autoriser, à titre précaire, les travaux de toute nature le long des voies hydrauliques et de leur dépendances dans les limites déterminées par les réglementations et instructions;

d) dans le cadre de contrats de concession, décider notamment de la libération de cautionnements et de la conclusion de convention de mandat hypothécaire ou d'autres actes de même portée;

e) interdire, pour une période n'excédant pas 72 heures, la navigation sur les voies hydrauliques dans les cas justifiés par les nécessités de service;

f) interdire, pour une période n'excédant pas 72 heures, la circulation notamment sur les ponts, chemins de service et routes longeant la voie hydraulique dans les cas justifiés par les nécessités de service;

3° en matière de transport aérien et dans le respect des conventions de concession conclues entre la Région wallonne et les sociétés de gestion :

a) décider, à titre temporaire, de l'ouverture et de la fermeture de l'aéroport ou de l'aérodrome;

b) établir les rapports d'accident ou d'incident aéronautique;

c) requérir la production des documents de bord des aéronefs et des véhicules circulant sur le site aéroportuaire;

d) délivrer les badges d'accès à l'exception des badges visiteurs, coordonner la vérification des antécédents des demandeurs par les autorités compétentes et contrôler l'utilisation desdits badges;

e) contrôler les licences de pilotage d'aéronefs;

f) restreindre l'utilisation des infrastructures aéroportuaires dans les cas justifiés par des nécessités de service.

En cas d'absence du directeur ou d'un agent de niveau A délégué à cet effet, les délégations sont exercées par l'inspecteur d'aéroport responsable de la sécurité aéroportuaire, qui en informe sa hiérarchie. »

**Art. 38.** Dans les articles 74, 80, 90 et 92 du même arrêté, les montants sont chaque fois remplacés par les montants suivants :

« — directeur général : 50.000 euros;

— inspecteur général : 25.000 euros. »

**Art. 39.** L'article 79 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 79. Délégation est accordée au chef de cantonnement et au directeur du service extérieur dont il relève, ou à l'agent du niveau A désigné à cet effet, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les fonds avancés au comptable extraordinaire désigné à cet effet, sur les allocations de base des classes 0, 1 et 7 des titres I<sup>er</sup> et II du programme 11 de la division organique 15. »

**Art. 40.** L'article 81 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 81. Délégation est accordée au titulaire des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade, pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses imputables au titre I<sup>er</sup> du programme 14 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région et relative aux frais d'intervention d'urgence avancés par la Région en vue de remédier à une pollution :

- directeur général : 70.000 euros;

— inspecteur général : 35.000 euros;

— directeur et agent du niveau A désigné à cet effet : 18.000 euros. »

**Art. 41.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 87/1 rédigé comme suit :

« Art. 87/1. Délégation est accordée au directeur général et aux agents du niveau A désignés à cet effet par celui-ci pour prendre les mesures d'exécution des décisions prises par le Gouvernement ou par le ministre que le Gouvernement délègue pour comparaître aux actes suivants et les signer :

1° les actes de remembrement prévus dans la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux, la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure et la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

2° les mainlevées d'hypothèques;

3° les conventions de bail;

4° les actes de propriété consécutifs à l'exercice du droit de préemption prévu par les lois du 22 juillet 1970 et du 12 juillet 1976 mentionnées au 1°;

5° l'aliénation des biens acquis dans le cadre de l'exercice du droit de préemption au profit des comités de remembrement. »

**Art. 42.** Dans l'article 91 du même arrêté, le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense concernant :

1° les primes énergie imputables sur le Fonds énergie et les allocations de base s'y rapportant;

2° les primes pour l'installation d'un chauffe-eau solaire instaurées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2010 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003, à l'exception des demandes préalables de primes visées à l'article 7 du même arrêté. »

**Art. 43.** L'article 99 du même arrêté modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 99. Délégation est accordée au directeur de la Direction des Bâtiments durables pour décider de l'octroi ou du refus des primes énergie. »

**Art. 44.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 101/1 rédigé comme suit :

« Art. 101/1. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour décider l'octroi ou du refus de l'agrément en qualité de certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant instauré en application de l'article 237/30 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie. »

**Art. 45.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 101/2 rédigé comme suit :

« Art. 101/2. Délégation est accordée à l'inspecteur général du Département de l'Energie et du Bâtiment durable pour décider de l'octroi ou du refus de l'agrément en qualité de responsable PEB de bâtiment résidentiel instauré en application de l'article 237/19 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie. »

**Art. 46.** Dans l'article 104 du même arrêté, les mots "des Aînés et de la Famille" sont remplacés par les mots "de l'Action sociale".

**Art. 47.** L'article 105 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 105. § 1<sup>er</sup>. Délégation est accordée au directeur général pour accorder ou refuser :

1° les dérogations prévues à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;

2° les dérogations prévues à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux;

3° les prolongations de délais prévues aux articles 7 et 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;

4° les prolongations de délai prévues aux articles 7 et 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux.

§ 2. Délégation est accordée au directeur général pour approuver ou imputer :

1° le compte final selon les modalités prévues à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 portant exécution du décret du 7 novembre 2007 relatif aux subsides pour investissements dans les établissements d'accueil pour personnes âgées;

2° le compte final selon les modalités prévues à l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008 fixant la procédure d'octroi des subventions destinées aux infrastructures et équipements des hôpitaux. »

**Art. 48.** Dans l'article 107, alinéa 2, du même arrêté, le montant de "100.000 euros" est remplacé par le montant de "150.000 euros".

**Art. 49.** Dans l'article 113, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "ou au fonctionnaire de rang A4 au moins qu'il désigne" sont insérés entre les mots "au directeur général" et les mots "pour prendre".

**Art. 50.** Dans l'article 117, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "ou à l'inspecteur général qu'il désigne" sont insérés entre les mots "au directeur général" et le mot "pour".

**Art. 51.** L'article 121 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Délégation est accordée au directeur général pour déroger, en vertu de l'article 38, § 2, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, aux articles 8, 10, 12, 14, 21, 1<sup>er</sup>, et 22, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté royal précité dans le cadre des demandes d'autorisation d'occupation et de permis de travail de travailleurs horticoles saisonniers et du personnel infirmier détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou équivalent ou d'un titre d'infirmier breveté. »

**Art. 52.** A l'article 122 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "à l'inspecteur général et au directeur de la Direction de la Formation professionnelle" sont insérés entre les mots "directeur général" et les mots "pour approuver les déclarations de créance";

2° dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

3° dans le § 2, les mots "et au directeur de la Direction de la Formation professionnelle" sont insérés entre les mots "au directeur général et à l'inspecteur général" et les mots "pour délivrer les attestations";

4° le § 3 est abrogé.

**Art. 53.** Dans l'article 123, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots ",de refus" sont supprimés et les montants sont remplacés par les montants suivants :

« — directeur général : 1.500.000 euros;

— inspecteur général : 1.000.000 euros;

— directeur : 700.000 euros;

— premier attaché et attaché : 250.000 euros. »

**Art. 54.** A l'article 124 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les montants sont remplacés par les montants suivants :

« — directeur général : 1.500.000 euros;

— inspecteur général : 1.000.000 euros;

— directeur : 700.000 euros;

— premier attaché et attaché : 250.000 euros. »;

2° dans l'alinéa 3, les mots "pour les décisions de refus et" sont insérés entre les mots "sans limitation quant au montant" et les mots "pour effectuer la liquidation des aides".

**Art. 55.** L'article 126 du même arrêté est abrogé.

**Art. 56.** Dans l'article 128, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les montants sont remplacés par :

« — directeur général : 1.500.000 euros;

— inspecteur général : 1.000.000 euros;

— directeur : 700.000 euros;

— premier attaché et attaché : 250.000 euros. »

**Art. 57.** Dans l'article 129 du même arrêté, les mots "ou à tout agent du niveau A désigné à cet effet par le directeur général" sont insérés entre les mots "l'inspecteur général du Département de la Gestion financière" et les mots "pour faire connaître à toute personne".

**Art. 58.** Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée par ce qui suit :

« Annexe. Choix du mode de passation, approbation des documents de marché, sélection qualitative et passation du marché

A l'exclusion des dépenses de service autres que celles relatives aux marchés, délégation est accordée pour choisir le mode de passation, pour approuver les documents de marché et engager la procédure, à tout titulaire de fonctions reprises ci-dessous jusqu'à concurrence des montants H.T.V.A. suivants :

	Adjudication publique, appel d'offres général, adjudication restreinte, appel d'offres restreint	Procédure négociée avec publicité préalable	Procédure négociée sans publicité
TRAVAUX	Euros	Euros	Euros
Secrétaire général et directeur général	1.250.000	500.000	200.000
Inspecteur général	500.000	200.000	100.000
Directeur	200.000	100.000	50.000
FOURNITURES			
Secrétaire général et directeur général	500.000	400.000	125.000
Inspecteur général	300.000	125.000	50.000
Directeur	125.000	50.000	25.000
SERVICES			
Secrétaire général et directeur général	250.000	150.000	75.000
Inspecteur général	100.000	50.000	25.000
Directeur	50.000	25.000	12.000

Lorsque le marché par procédure négociée sans publicité préalable est supérieur à 35.000 euros, hors T.V.A., une note justificative est adressée au ministre compétent. »

**Art. 59.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 23 juin 2011.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1718

[2011/203335]

#### 23. JUNI 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010;

In Erwägung des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge;

In Erwägung des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

In Erwägung des Dekrets vom 7. November 2007 über die Subventionen für Investitionen in Einrichtungen für die Aufnahme von Senioren;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 1993 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 7. November 2007 über die Subventionen für Investitionen in Einrichtungen für die Aufnahme von Senioren;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Festlegung des Verfahrens zur Gewährung der Subventionen zugunsten der Infrastrukturen und der Ausrüstung der Krankenhäuser;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Errichtung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu aktualisieren;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Bearbeitung der Akten voranzutreiben und die Zahlungsfristen zu verkürzen;

Aufgrund des am 31. März 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 20. Juni 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Juni 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes wird in Punkt 3° der Wortlaut "oder die Abteilung Immobilienverwaltung verwaltet werden." durch den Wortlaut ", die Abteilung Immobilienverwaltung oder die Abteilung Informations- und Kommunikationstechnologien verwaltet werden." ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder an die Abteilung Immobilienverwaltung weiterleitet" durch den Wortlaut ", an die Abteilung Immobilienverwaltung oder die Abteilung Informations- und Kommunikationstechnologien weiterleitet" ersetzt;

**Art. 3** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird durch den Wortlaut "an den Generaldirektor der betroffenen Abteilung" durch den Wortlaut "an den Generalinspektor der betroffenen Abteilung oder für die Direktionen, die direkt dem Generalsekretär oder dem Generaldirektor unterstehen, an den Direktor der betreffenden Direktion";

2° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

«Bei Abwesenheit oder Verhinderung eines Direktors ergehen die Vollmachten, mit denen er versehen ist, sowie die in Absatz 2 bestimmten Vollmachten in Ermangelung anders lautender verordnungsrechtlicher Bestimmungen oder Sonderbestimmungen, die der Inhaber der Funktion beschlossen hat, während der Dauer seiner Abwesenheit oder Verhinderung an einen Bediensteten der Stufe A der betroffenen Direktion, den der Direktor zu diesem Zweck bezeichnet».

**Art. 4** - Artikel 7 § 1 desselben Erlasses wird durch den Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° den Bediensteten der Stufe A, die der Generaldirektor zu diesem Zweck bezeichnet."

**Art. 5** - In den Artikeln 8 Absatz 2, 11, 15, 16, 33, 35, Absatz 1, 51, 75, 76 und 106 desselben Erlasses werden die angeführten Beträge jeweils durch die folgenden Beträge ersetzt:

«— Generalsekretär und Generaldirektor: 50.000 Euro;

— Generalinspektor: 25.000 Euro;

— Direktor: 12.000 Euro.»

**Art. 6** - In Artikel 10 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Die vorherigen Bestimmungen" durch den Wortlaut "Die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 13 § 2 desselben Erlasses wird die Absatz 3 außer Kraft gesetzt.

**Art. 8** - In Artikel 15 desselben Erlasses wird die Zahl "74" außer Kraft gesetzt.

**Art. 9** - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Punkt 3° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«3° vor jeder juristischen Verpflichtung die Ausgabe zu Lasten des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region festzulegen, zu genehmigen, anzuordnen oder freizustellen.»;

b) in Punkt 4° wird der Wortlaut "oder im Falle eines gemeinsamen Auftrags den Teil des Auftrags" gestrichen;

c) Artikel 18 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In Abweichung von Absatz 1 1° sind der Generalsekretär oder der Generaldirektor befugt, dem betreffenden Generalinspektor oder Direktor die Vollmacht erteilen, das Sonderlastenheft sowie die beigefügten Pläne oder die dieses Heft ersetzenden Unterlagen zu genehmigen.

Ist ein Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung auf die Anwendung von Artikel 17 § 2 2° des Gesetzes vom 24. Dezember 1993 zurückzuführen, so wird die Vollmacht zur Genehmigung eines Auftrags an die Behörde vergeben, die den ursprünglichen im Rahmen einer Ausschreibung oder eines Angebotsaufruf vergebenen Auftrag genehmigt hat.»

**Art. 10** - In Artikel 19 desselben Erlasses wird der Wortlaut von Punkt 4° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«von einem durch die Wallonische Region erstellten oder anerkannten Musterlastenheft abweicht.»

**Art. 11** - In Artikel 21 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) durch das Wort "ausgewählten" durch den Wortlaut "regulären" ersetzt;

b) Punkt 2° wird durch den Wortlaut ", die durch die auserwählten Submittenten abgegeben werden" ergänzt.

**Art. 12** - In Artikel 22 desselben Erlasses wird Absatz 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Der Bedienstete, der die Vollmacht hat, einen Auftrag abzuschließen, hat ebenfalls die Vollmacht, die Beschlüsse in Bezug auf die einfache Durchführung dieses Auftrags zu fassen, einschließlich der Genehmigung der Verrechnungen für zusätzliche Bauarbeiten, Lieferungen bzw. Dienstleistungen bis in Höhe von 25% des ursprünglichen Auftrags.»

**Art. 13** - In Artikel 24 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der Wortlaut "Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung" durch den Wortlaut "Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung" ersetzt;

2° in § 2 2° wird der Wortlaut "die auf die Auftragspartner anzuwendenden Zwangsmaßnahmen bis in Höhe von 10% der angegebenen Beträge anzuwenden" durch den Wortlaut "die Zwangsmaßnahmen anzuwenden" ersetzt.

**Art. 14** - Artikel 25 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 25 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt:

1° jegliche Klage zu erheben, vor Gerichtshöfen und Gerichten fordern oder laden zu lassen;

2° jegliche Beschlagnahme vornehmen zu lassen;

3° einen Anwalt mit jeglicher Streitsache zu beauftragen.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.»

**Art. 15** - Artikel 26 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 26 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt:

1° im Falle von Prozessverfahren oder Strafverfolgungen bis zu einem Betrag von 300.000 Euro Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, einer Annahme oder zu einem Verzicht zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;

2° im Falle von Prozessverfahren oder Strafverfolgungen, die die öffentlichen Aufträge betreffen, bis zu einem Betrag von 150.000 Euro Kapital bzw. Zinsen sämtliche Entscheidungen zu einer Klageerhebung, zu einer Annahme oder zu einem Verzicht zu treffen und sämtliche einschlägigen Ausgaben zu genehmigen;

3° jegliche Ausgabe bezüglich der Ausführung eines vollstreckbaren Gerichtsbeschlusses einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen und zwar ohne Begrenzung in Bezug auf den Betrag.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.»

**Art. 16** - In Artikel 30 Absatz 1 desselben Erlasses wird zwischen dem Wortlaut "Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird" und dem Wortlaut "die Vollmacht erteilt" der Wortlaut "in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen," eingefügt.

**Art. 17** - Artikel 31 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.»

**Art. 18** - Artikel 32 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 32 - Dem Generalsekretär und dem Generaldirektor wird in den Angelegenheiten, die in ihren jeweiligen Zuständigkeitsbereich fallen, die Vollmacht erteilt, alle dringenden und erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um die Sicherheit der Güter und Personen zu gewährleisten.

Jeder bevollmächtigte Bedienstete teilt dem betreffenden Minister unverzüglich die aufgrund von Absatz 1 gefassten Beschlüsse mit.»

**Art. 19** - In Artikel 33 desselben Erlasses wird nach dem Wortlaut "Kommunikation" der Wortlaut "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" eingefügt.

**Art. 20** - In den Artikeln 34, 38, 52, 68, 71, 77, 93, 102 und 112 desselben Erlasses wird der Wortlaut "der erste Anweisungsbefugte" jeweils durch den Wortlaut "der erste oder der beauftragte Anweisungsbefugte" ersetzt.

**Art. 21** - In Artikel 35 Absatz 2 desselben Erlasses wird der für den Generalinspektor der Abteilung Humanressourcen vorgesehene Betrag durch "2.500 Euro" ersetzt.

**Art. 22** - Artikel 40 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 40 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, Beschlüsse in folgenden Bereichen zu fassen:

1° Urlaub zu einem philanthropischen Zweck, Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption, Elternurlaub, Urlaub aus zwingenden familiären Gründen, Urlaub wegen verkürzter Dienstleistungen wegen Krankheit, Erneuerung des Urlaubs zur Ausführung eines Dienstauftrags, Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, Urlaub zur Ausübung staatsbürgerlicher Rechte und zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten;

2° Teilzeitarbeitsregelungen nach Kapitel XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

4° die Zurdispositionstellung aus persönlichen Gründen;

4° die Festlegung des Amtssitzes.

Besitzt die Behörde eine Ermessensbefugnis, so werden die auf der Grundlage der in Absatz 1 erwähnten Vollmachten gefassten Beschlüsse auf Vorschlag oder nach gleichlautendem Gutachten des Generalsekretärs oder des betreffenden Generaldirektors, dem der Bedienstete untersteht, gefasst.»

**Art. 23** - In Artikel 41 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass vom 15. Juli 2010 abgeänderten Fassung, wird Absatz 1 außer Kraft gesetzt.

**Art. 24** - In Artikel 43 desselben Erlasses wird der Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen von Vereinbarungen die Ausführung der Arbeitsverträge abzuändern oder aufzuheben, und zwar in allen Fällen, in denen eine derartige Abänderung oder Aufhebung sich auf die Gewährung eines Urlaubs nach Artikel 12bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder bezieht.

Besitzt die Behörde eine Ermessensbefugnis, so werden die auf der Grundlage der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Vollmachten gefassten Beschlüsse auf Vorschlag oder nach gleichlautendem Gutachten des Generalsekretärs oder des betreffenden Generaldirektors, dem der Bedienstete untersteht, gefasst.»

**Art. 25** - Artikel 44 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 44 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, auf Vorschlag oder nach gleichlautendem Gutachten des Generalsekretärs oder des betroffenen Generaldirektors, dem der Bedienstete untersteht, Beschlüsse über die Entlassung des Vertragspersonals zu fassen.»

**Art. 26** - In denselben Erlass wird ein Artikel 45/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 45/1 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, jede Entscheidung über die Gewährung einer kostenlosen Wohnung oder einer Zulage wegen des Verlusts der Wohnung zu treffen.»

**Art. 27** - In denselben Erlass wird ein Artikel 45/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 45/2 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um die Buchführer der Materialien zu bezeichnen.»

**Art. 28** - Artikel 46 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 46 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt:

1° die endgültige Ernennung der Bediensteten auf Probe vorzunehmen;

2° die Eidesleistungen der Bediensteten abzunehmen.»

**Art. 29** - Artikel 47 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 47 - Dem Generalinspektor der Abteilung Allgemeine Angelegenheiten wird die Vollmacht erteilt, um Beschlüsse zu fassen über:

1° die Abwesenheiten wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der von Medex gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperlichen Unfähigkeit zu fassen sind;

2° Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten.»

**Art. 30** - In Artikel 48 § 2 desselben Erlasses wird der Satz "Bei Anwesenheit oder Verhinderung dieser Bediensteten wird die in Artikel 47 vorgesehene Vollmacht dem Generalinspektor der Abteilung Rechtsangelegenheiten gewährt." außer Kraft gesetzt.

**Art. 31** - In Artikel 49 desselben Erlasses wird der Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Dem Generalinspektor der Abteilung Humanressourcen wird die Vollmacht erteilt, nach Gutachten des Generalsekretärs oder des betroffenen Generaldirektors unter den Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnt sind, die sich beworben haben und die eine Erfahrung auf dem Gebiet der Ausbildung aufweisen, die internen Ausbilder zu benennen.»

**Art. 32** - In Artikel 50 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird außer Kraft gesetzt;

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "Ferner wird dem Generaldirektor die Vollmacht erteilt" durch den Wortlaut "Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt" ersetzt;

**Art. 33** - Artikel 67 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 67 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Anweisungsbefugten wird dem Genealleinnehmer und dem Einnehmer der Abgaben und Gebühren die Vollmacht erteilt, sämtliche vorsorglichen Maßnahmen zu ergreifen und insbesondere bei einem Konkurs, einer gerichtlichen Reorganisation, einer kollektiven Schuldregelung oder einer Schuldvermittlung auf Intervention einer von der Wallonischen Region zugelassenen Einrichtung sämtliche Schuldforderungen zu unterzeichnen und einzureichen, die aus den zu ihrer Rechnungsführung gehörenden Angelegenheiten hervorgehen.»

**Art. 34** - In Artikel 69 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Punkt 1° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1° die Vereinbarungen zur Festlegung der Beiträge der Gemeinden an den Kosten für die Errichtung der kommunalen Entwässerungsausrüstungen bis zu einem Betrag von 75.000 Euro abzuschließen;"

b) Ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"3° mit den betroffenen Provinzen und Gemeinden Abkommen über den Unterhalt der sogenannten RAVel- und vorRAVel-Trassen sowie des Ausrüstungsmaterials des regionalen Straßen- und Wegenetzes abzuschließen.»

**Art. 35** - In Artikel 70 desselben Erlasses wird ein Punkt 9° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«9° mit den Betreibern der Stromnetze Abkommen für den Anschluss der Einrichtungen abzuschließen.»

**Art. 36** - In Artikel 72 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Punkt 2° wird der Wortlaut "Treidelwegen" sowie der Wortlaut "Treidelwege" durch den Wortlaut "Wegen" bzw. "Wege" ersetzt;

b) in Punkt 3° wird der Wortlaut "Vereinbarungen mit den betroffenen Verteilern für die Lieferung der elektrischen Energie an die verschiedenen Dienststellen der Region und der ministeriellen Kabinette abzuschließen" durch den Wortlaut "Aufträge an die betroffenen Verteiler für die Lieferung der elektrischen Energie an die verschiedenen Dienststellen der Region und der ministeriellen Kabinette zu vergeben" ersetzt.

**Art. 37** - Artikel 73 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 73 - Dem Direktor der betroffenen Direktion wird die Vollmacht erteilt:

1° in Sachen Personenbeförderung:

a) die Abänderungen der Fahrpläne für den Linienverkehr und für die Sonderformen des Linienverkehrs zu genehmigen;

b) die Messungen und die Tabellen zur Aufteilung des Linienverkehrs zu genehmigen;

c) die Genehmigungen, die von den Kollegien erteilt wurden, zu genehmigen;

d) über die von den Betreibern gegen die Beschlüsse oder das Ausbleiben von Beschlüssen der Gemeindekollegien in Sachen Taxidienste eingereichten Beschwerden zu befinden;

e) die Genehmigungen von Diensten zur Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer und von Sammeltaxidiensten zu erteilen;

f) den Transportdiensten allgemeinen Interesses die Zulassung zu erteilen;

g) die Verwendung eines individuellen Verkehrsmittels zugunsten der Schüler, die das Sonderschulwesen besuchen, zu genehmigen;

g) über die Anträge auf Gewährung des Transportrechts gemäß dem Dekret vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne zu befinden;

i) die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der regelmäßigen Liniendienste zu erteilen;

j) die Genehmigungen über die zeitweiligen Liniendienste zu erteilen;

k) die Genehmigungen über die Verstärkungsdienste zu erteilen;

i) die Genehmigungen über die Schaffung, die Abänderung oder die Aufhebung der Sonderformen des Linienverkehrs, mit Ausnahme der Schulbusse, zu erteilen;

2° in Sachen Wasserwege:

a) Dritten in Anwendung der durch den Generaldirektor bestimmten Richtlinien in widerruflicher Weise jegliche Genehmigung zu erteilen, das zu den Wasserwegen und ihren Nebenanlagen gehörende öffentliche Gut aus irgend einem Grund zu benutzen;

b) die funktionellen Pflanzen und die Zierpflanzen entlang der Wasserwege und der Nebenanlagen setzen, auslichten und fällen zu lassen;

c) im Rahmen der Regelungen und Anweisungen in widerruflicher Weise sämtliche Arbeiten entlang der Wasserwege und der Nebenanlagen zu erlauben;

d) im Rahmen von Konzessionsverträgen insbesondere die Freigabe der Sicherheiten und den Abschluss einer Vereinbarung über die Hypothekenvollmacht oder andere Handlungen von gleicher Tragweite zu beschließen;

e) in Fällen, die durch dienstliche Anforderungen gerechtfertigt sind, für einen Zeitraum, der 72 Stunden nicht übersteigt, den Verkehr auf den Wasserwegen zu untersagen;

f) in Fällen, die durch dienstliche Anforderungen gerechtfertigt sind, für einen Zeitraum, der 72 Stunden nicht übersteigt, den Verkehr insbesondere auf den Brücken, Wegen und Straßen entlang der Wasserwege zu untersagen;

3° in Sachen Flugtransport und mit Rücksicht auf die zwischen der Wallonischen Region und den Verwaltungsgesellschaften abgeschlossenen Konzessionsvereinbarungen:

a) zeitweilig die Öffnung und die Schließung des Flughafens oder des Flugplatzes zu beschließen;

b) die Berichte über die Luftfahrtunfälle oder -zwischenfälle zu erstellen;

c) das Vorzeigen der mitzuführenden Borddokumente der Luftfahrzeuge und der Fahrzeuge, die auf dem Gebiet des Flughafens verkehren, zu kontrollieren;

d) die Zugangskarten mit Ausnahme der Besucherkarten auszustellen, die Überprüfung der Vorgeschichte der Antragsteller durch die zuständigen Behörden zu koordinieren und die Benutzung der besagten Zugangskarten zu kontrollieren;

e) die Fluglizenzen der Luftfahrzeuge zu kontrollieren;

f) in Fällen, die durch dienstliche Anforderungen gerechtfertigt sind, die Benutzung der Flughafeninfrastrukturen einzuschränken.

Bei Abwesenheit des Direktors oder eines zu diesem Zweck bezeichneten Bediensteten der Stufe A werden die Vollmachten durch den für die Sicherheit auf dem Flughafengelände verantwortlichen Flughafeninspektor ausgeübt, der seine Vorgesetzten davon in Kenntnis setzt.»

**Art. 38** - In den Artikeln 74, 80, 90 und 92 desselben Erlasses werden die angeführten Beträge jeweils durch folgende Beträge ersetzt:

- «— Generaldirektor: 50.000 Euro;
- Generalinspektor: 25.000 Euro.»

**Art. 39** - Artikel 79 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 79 - Dem Forstamtleiter und dem Direktor der Außendienststelle, dem er angehört, oder dem zu diesem Zweck bezeichneten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten der vom außerplanmäßigen und zu diesem Zweck bezeichneten Rechnungsführer aufgrund der Basiszuwendungen 0, 1 und 7 der Titel I und II des Programms 11 von Organisationsbereich 15 vorgeschossenen Haushaltsmittel festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.»

**Art. 40** - Artikel 81 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 81 - Dem Inhaber nachstehender Funktionen wird bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe zu Lasten des Titels I des Programms 14 von Organisationsbereich 15 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Region und in Bezug auf die von der Region vorgeschossenen Beträge für die bei Noteinsätzen zur Beseitigung einer Verschmutzung entstehenden Kosten festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

- Generaldirektor: 70.000 Euro;
- Generalinspektor: 35.000 Euro;
- Direktor oder zu diesem Zweck bezeichneter Bediensteter der Stufe A: 18.000 Euro.»

**Art. 41** - In denselben Erlass wird ein Artikel 87/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 87/1 - Dem Generaldirektor und den zu diesem Zweck von ihm bezeichneten Bediensteten der Stufe A wird die Vollmacht erteilt, die Maßnahmen zur Durchführung der von der Regierung oder von dem von der Regierung beauftragten Minister gefassten Beschlüsse zu treffen und insbesondere bei der Erstellung nachstehender Urkunden zu erscheinen und sie zu unterzeichnen:

1° die in dem Gesetz vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter, dem Gesetz vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen im Bereich der gesetzlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung umfangreicher Infrastrukturarbeiten und dem Gesetz vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern erwähnten Flurbereinigungsurkunden;

2° die Aufhebung von Hypotheken;

3° die Vereinbarungen für Mietverträge;

4° die durch die Ausübung des in den unter Punkt 1° angeführten Gesetzen vom 22. Juli 1970 und vom 12. Juli 1976 vorgesehenen Vorkaufsrechts entstehenden Eigentumsurkunden;

5° die Veräußerung von im Rahmen der Ausübung des Vorkaufsrechts erworbenen Gütern zugunsten der Flurbereinigungsausschüsse.»

**Art. 42** - In Artikel 91 desselben Erlasses wird Paragraph 4 durch das Folgende ersetzt:

«§ 4 - Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, jede Ausgabe für folgende Bereiche festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen:

1° die Energieprämien, die auf den Energiefonds und die entsprechenden Basiszuwendungen anrechenbar sind;

2° die durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2010 zur Gewährung einer Prämie für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. November 2003 eingeführten Prämien für die Installierung eines solaren Warmwasserbereiters, mit Ausnahme der in Artikel 7 desselben Erlasses erwähnten vorherigen Prämienanträge.»

**Art. 43** - Artikel 99 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 99 - Dem Direktor der Direktion des nachhaltigen Bauwesens wird die Vollmacht erteilt, über die Gewährung oder die Verweigerung der Energieprämien zu beschließen.»

**Art. 44** - In denselben Erlass wird ein Artikel 101/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 101/1 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, über die Gewährung oder die Verweigerung der Zulassung als "PEB" - Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude, eingeführt in Anwendung von Artikel 237/30 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zu beschließen.»

**Art. 45** - In denselben Erlass wird ein Artikel 101/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 101/2 - Dem Generalinspektor der Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen wird die Vollmacht erteilt, über die Gewährung oder die Verweigerung der Zulassung als "PEB" - Verantwortlicher für Wohngebäude, eingeführt in Anwendung von Artikel 237/19 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, zu beschließen.»

**Art. 46** - In Artikel 104 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Senioren und Familie" durch den Wortlaut "Soziale Maßnahmen" ersetzt.

**Art. 47** - Artikel 105 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 105 - § 1 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt folgenden Anträge stattzugeben, oder diese zu verweigern:

1° die in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 7. November 2007 über die Subventionen für Investitionen in Einrichtungen für die Aufnahme von Senioren vorgesehenen Abweichungen;

2° die in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Festlegung des Verfahrens für die Gewährung von Zuschüssen zugunsten der Infrastruktur und der Ausrüstung der Krankenhäuser vorgesehenen Abweichungen;

3° die in den Artikeln 7 und 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 7. November 2007 über die Subventionen für Investitionen in Einrichtungen für die Aufnahme von Senioren vorgesehenen Fristverlängerungen;

4° die in den Artikeln 7 und 11 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Festlegung des Verfahrens für die Gewährung von Zuschüssen zugunsten der Infrastruktur und der Ausrüstung der Krankenhäuser vorgesehenen Fristverlängerungen.

§ 2 - Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, das Folgende zu genehmigen oder nicht zu genehmigen:

1° die Schlussrechnung nach den in Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 7. November 2007 über die Subventionen für Investitionen in Einrichtungen für die Aufnahme von Senioren vorgesehenen Modalitäten;

2° die Schlussrechnung nach den in Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008 zur Festlegung des Verfahrens für die Gewährung von Zuschüssen zugunsten der Infrastruktur und der Ausrüstung der Krankenhäuser vorgesehenen Modalitäten.»

**Art. 48** - In Artikel 107 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Betrag "100.000 Euro" durch den Betrag "150.000 Euro" ersetzt.

**Art. 49** - In Artikel 113 Absatz 1 desselben Erlasses wird zwischen dem Wortlaut "dem Generaldirektor" und dem Wortlaut "die Vollmacht erteilt" der Wortlaut "oder dem Beamten im Dienstrang A4, den er bezeichnet," eingefügt.

**Art. 50** - In Artikel 117 Absatz 1 desselben Erlasses wird zwischen dem Wortlaut "Dem Generaldirektor" und dem Wortlaut "wird die Vollmacht erteilt" der Wortlaut "oder dem Generalinspektor, den er bezeichnet," eingefügt.

**Art. 51** - Artikel 121 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, um gemäß den Bestimmungen von Artikel 38 § 2 des Königlichen Erlasses vom 9. Juni 1999 zur Ausführung des Gesetzes vom 30. April 1999 über die Beschäftigung ausländischer Arbeitnehmer im Rahmen der Anträge auf Beschäftigungs- und auf Arbeitsgenehmigung der Saisonarbeiter im Bereich des Gartenbaus und des Krankenpflegepersonals, das ein Diplom des Hochschulunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom vorweisen kann, oder Inhaber eines Brevets ist, von den Artikeln 8, 10, 12, 14, 21, 1° und 22 2° des vorerwähnten Königlichen Erlasses abzuweichen.»

**Art. 52** - In Artikel 122 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In § 1 Absatz 1 wird zwischen dem Wortlaut "dem Generaldirektor" und dem Wortlaut "die Vollmacht erteilt" der Wortlaut ", dem Generalinspektor und dem Direktor der Direktion der Berufsbildung" eingefügt;

2° in § 1 wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt;

3° In § 2 wird der Wortlaut "Dem Generaldirektor und dem Generalinspektor" durch den Wortlaut "Dem Generaldirektor, dem Generalinspektor und dem Direktor der Direktion der Berufsbildung" ersetzt;

4° § 3 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 53** - In Artikel 123 Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut ", die Verweigerung" gestrichen und werden die dort angeführten Beträge durch die folgenden Beträge ersetzt:

«— Generaldirektor: 1.500.000 Euro;

— Generalinspektor: 1.000.000 Euro;

— Direktor: 700.000 Euro;

— Erster Attaché und Attaché: 250.000 Euro.»

**Art. 54** - In Artikel 124 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die dort angeführten Beträge durch die folgenden Beträge ersetzt:

«— Generaldirektor: 1.500.000 Euro;

— Generalinspektor: 1.000.000 Euro;

— Direktor: 700.000 Euro;

— Erster Attaché und Attaché: 250.000 Euro.»;

2° in Absatz 3 wird zwischen der Wortlaut "Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen" durch den Wortlaut "Vollmacht für die Beschlüsse der Verweigerung sowie Vollmacht, die Beihilfen auszuzahlen" ersetzt.

**Art. 55** - Artikel 126 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 56** - In Artikel 128 Absatz 1 desselben Erlasses werden die dort angeführten Beträge wie folgt ersetzt:

«— Generaldirektor: 1.500.000 Euro;

— Generalinspektor: 1.000.000 Euro;

— Direktor: 700.000 Euro;

— Erster Attaché und Attaché: 250.000 Euro.»

**Art. 57** - In Artikel 129 desselben Erlasses wird zwischen dem Wortlaut "dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung" und dem Wortlaut "die Vollmacht erteilt" der Wortlaut "oder jedem Bediensteten der Stufe A, der zu diesem Zweck von dem Generaldirektor bezeichnet wird," eingefügt.

**Art. 58** - In demselben Erlass wird die Anlage durch das Folgende ersetzt:

«Anlage - Wahl des Vergabeverfahrens, Genehmigung der Auftragsunterlagen qualitative Auswahl und Vergabe der öffentlichen Aufträge

Mit Ausnahme der Ausgaben für Dienstleistungen, die sich nicht auf Aufträge beziehen, wird den Inhabern der nachstehenden Funktionen bis in Höhe nachstehender Beträge (ohne MwSt.) die Vollmacht erteilt, das Vergabeverfahren zu wählen, die Auftragsunterlagen zu genehmigen und das Verfahren einzuleiten:

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf, Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren mit vorheriger Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
ARBEITEN	Euro	Euro	Euro
Generalsekretär und Generaldirektor	1.250.000	500.000	200.000
Generalinspektor	500.000	200.000	100.000
Direktor	200.000	100.000	50.000
LIEFERUNGEN			
Generalsekretär und Generaldirektor	500.000	400.000	125.000
Generalinspektor	300.000	125.000	50.000
Direktor	125.000	50.000	25.000

	Öffentliche Ausschreibung oder allgemeiner Angebotsaufruf, Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren mit vorheriger Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung
ARBEITEN	Euro	Euro	Euro
DIENSTLEISTUNGEN			
Generalsekretär und Generaldirektor	250.000	150.000	75.000
Generalinspektor	100.000	50.000	25.000
Direktor	50.000	25.000	12.000

Wenn der Betrag des Verhandlungsverfahrens ohne Bekanntmachung 35.000 Euro (ausschl. MwSt.) übersteigt, wird dem zuständigen Minister ein rechtfertigendes Schreiben übermittelt.

**Art. 59** - Der Minister für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 23. Juni 2011

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1718

[2011/203335]

#### 23 JUNI 2011. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden;

Gelet op het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 1993 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuur en uitrustingen van ziekenhuizen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler;

Overwegende dat de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst bijgewerkt moeten worden;

Gelet op de noodzaak om de dossiers en de betalingstermijnen versneld te behandelen en na te leven;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 31 maart 2011;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juni 2011;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst worden in 3° de woorden "of door het Departement Informatie- en Communicatietechnologiën" ingevoegd tussen de woorden "Departement Onroerend Beheer" en de woorden "worden beheerd".

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "of door het Departement Informatie- en Communicatietechnologiën" ingevoegd tussen de woorden "Departement Onroerend Beheer" en het woord "mededeelt".

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld met de woorden "of, voor de Directies die rechtstreeks onder de secretaris-generaal of de directeur-generaal ressorteren, aan de directeur van de betrokken Directie.";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Bij afwezigheid of verhindering van een directeur worden de overdrachten waarmee hij is belast alsook de in het tweede lid bedoelde overdrachten, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van het ambt zijn getroffen, tijdens de duur van de afwezigheid of de verhindering toegekend aan een personeelslid van niveau A van de betrokken Directie dat hij daartoe aanwijst. »

**Art. 4.** Artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 4° luidend als volgt :

« 4° de personeelsleden van niveau A, daartoe aangewezen door de directeur-generaal. »

**Art. 5.** In de artikelen 8, tweede lid, 11, 15, 16, 33, 35, eerste lid, 51, 75, 76 en 106 van hetzelfde besluit worden de bedragen telkens vervangen door volgende bedragen :

« — secretaris-generaal en directeur-generaal : 50.000 euro;

— inspecteur-generaal : 25.000 euro;

— directeur : 12.000 euro. »

**Art. 6.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de bewoordingen "Voorgaande bepalingen" vervangen door de woorden "De bepalingen van dit besluit".

**Art. 7.** In artikel 13, § 2, van hetzelfde besluit wordt lid 3 opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt "74" opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° voorafgaand aan elke juridische verbintenis, de uitgave ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest vast te leggen, goed te keuren, te ordonnanceren of vrij te maken. »;

b) in 4° worden de woorden "of het gedeelte ervan in geval van samengevoegde opdracht" opgeheven;

c) artikel 18 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« In afwijking van lid 1, 1°, kan de secretaris-generaal of de directeur-generaal de inspecteur-generaal of de betrokken directeur afvaardigen om het bijzonder bestek evenals de bijgevoegde plannen of de plaatsvervangende stukken goed te keuren.

Indien een onderhandelde procedure zonder bekendmaking voortvloeit uit de toepassing van artikel 17, § 2, 2°, b), van de wet van 24 december 1993 wordt de delegatie voor de goedkeuring van de opdracht toegekend aan de overheid die de aanvankelijke opdracht, gegund door aanbesteding of offerteaanvraag, goedgekeurd heeft. »

**Art. 10.** In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt 4° aangevuld met de woorden "opgesteld of erkend door het Waalse Gewest".

**Art. 11.** In artikel 21 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "de geselecteerde offerte" worden vervangen door de woorden "de regelmatige offerte";

b) 2° wordt aangevuld met de woorden ", ingediend door de geselecteerde inschrijvers."

**Art. 12.** In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt lid 1 vervangen door volgende bepaling :

« Het personeelslid dat een machtiging heeft om een opdracht te gunnen heeft eveneens de machtiging om de beslissingen te treffen die verband houden met de eenvoudige uitvoering van die opdracht, met inbegrip van de goedkeuring van de afrekeningen betreffende de aanneming van bijkomende werken, leveringen of diensten tot en met 25 % van de aanvankelijke opdracht. »

**Art. 13.** In artikel 24 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking" vervangen door de woorden "onderhandelingsprocedure met bekendmaking";

2° in § 2, 2°, worden de woorden "ten belope van 10 % van de erin vermelde bedragen" opgeheven.

**Art. 14.** Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 25. Er wordt aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal een delegatie toegekend in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om :

1° alle vervolgingen uit te oefenen, voor de rechtbank te dagen of te doen verschijnen;

2° elk beslag te laten leggen;

3° elke kwestieuze zaak toe te vertrouwen aan een advocaat.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken minister onverwijld in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen. »

**Art. 15.** Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 26. Er wordt aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal een delegatie toegekend in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke gezag vallen om :

1° alle beslissingen inzake hoger beroep, goedkeuring of afzegging te nemen bij gerechten of rechtshandelingen, ten belope van 300.000 euro zowel in kapitaal als in interesten, en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren;

2° alle beslissingen inzake hoger beroep, goedkeuring of afzegging te nemen bij gerechten of rechtshandelingen in verband met overheidsopdrachten, ten belope van 150.000 euro zowel in kapitaal als in interesten, en alle eraan verbonden uitgaven goed te keuren.

3° elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren in verband met de uitvoering van een gerechtelijke tenuitvoerleggingsbeslissing zonder beperking in het bedrag.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken minister in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen. »

**Art. 16.** In artikel 30, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden ", in de aangelegenheden die onder hun respectievelijke bevoegdheid vallen," ingevoegd tussen het woord "krijgen" en de woorden "een delegatie".

**Art. 17.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken minister in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen. »

**Art. 18.** Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 32. Er wordt aan de secretaris-generaal en aan de directeur-generaal, inde aangelegenheden die onder hun respectievelijke bevoegdheid vallen, een delegatie toegekend om elke dringende en dwingende maatregel te treffen met het oog op de veiligheid van de goederen en de personen.

Elke gemachtigde ambtenaar stelt de betrokken minister onverwijld in kennis van de krachtens het eerste lid genomen beslissingen. »

**Art. 19.** In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de woorden "van de Waalse Overheidsdienst" ingevoegd tussen de woorden "betreffende de communicatie" en de woorden "die toerekenbaar is".

**Art. 20.** In de artikelen 34, 38, 52, 68, 71, 77, 93, 102 en 112 van hetzelfde besluit worden de woorden "of gemachtigde" ingevoegd tussen de woorden "de eerste" en het woord "ordonnateur".

**Art. 21.** In artikel 35, lid 2, van hetzelfde besluit wordt het bedrag voorzien voor de inspecteur-generaal van het Departement Beheer Human Resources vervangen door "2.500 euro".

**Art. 22.** Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 40. De directeur-generaal krijgt een delegatie om de beslissingen te treffen in verband met :

1° het toekennen van verlof met een menslievend doel, verlof met het oog op de opvang van een adoptiekind, ouderschapsverlof, verlof om dwingende redenen van familiale aard, verlof wegens verminderde prestaties in geval van ziekte, verlenging van het verlof wegens dienststopdracht, verlof voor loopbaanonderbreking, burgerschapsverlof;

2° de regelingen voor deeltijds werk bedoeld in hoofdstuk XIV van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

3° de beschikbaarheid wegens een persoonlijke aangelegenheid;

4° de vaststelling van de administratieve standplaats.

Indien de overheid een beoordelingsbevoegdheid heeft, worden de beslissingen getroffen op grond van de bevoegdheidsoverdrachten bedoeld in lid getroffen op voorstel of na eensluidend advies van de secretaris-generaal of de betrokken directeur-generaal waaronder het personeelslid ressorteert. »

**Art. 23.** In artikel 41 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, wordt lid 1 opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 43 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De directeur-generaal krijgt een delegatie om bij wijze van overeenkomst de uitvoering van de arbeidsovereenkomsten te wijzigen of op te schorten in elk geval waarin een dergelijke wijziging of opschorting ertoe strekt een verlof toe te kennen zoals bedoeld in artikel 12bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

Indien de overheid een beoordelingsbevoegdheid heeft, worden de beslissingen getroffen op grond van de bevoegdheidsoverdrachten bedoeld in leden 1 en 2 op voorstel of na eensluidend advies van de secretaris-generaal of de betrokken directeur-generaal waaronder het personeelslid ressorteert. »

**Art. 25.** Artikel 44 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 44. De directeur-generaal krijgt een delegatie om, op voorstel of na eensluidend advies van de secretaris-generaal of de directeur-generaal waaronder het personeelslid ressorteert, elke beslissing te treffen met betrekking tot het ontslag van het contractuele personeel. »

**Art. 26.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 45/1, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 45/1. De directeur-generaal wordt ertoe gemachtigd elke beslissing te nemen met betrekking tot de toekenning van een kosteloze woning of een toelage voor derving van het vrij genot van een woning. »

**Art. 27.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 45/2, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 45/2. De directeur-generaal krijgt delegatie om de rekenplichtigen van de aangelegenheden aan te wijzen. »

**Art. 28.** Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 46. De directeur-generaal krijgt delegatie om :

1° de vaste benoeming van de stagiairs te verrichten;

2° de personeelsleden de eed te laten afleggen. »

**Art. 29.** Artikel 47 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 47. De inspecteur-generaal van het Departement Algemene Zaken krijgt een delegatie om de beslissingen te treffen in verband met :

1° de afwezigheden wegens ziekte of gebrekkigheid behalve de gevolgen die gegeven moeten worden aan de beslissingen over lichamelijke ongeschiktheid genomen door Medex;

2° de arbeidsongevallen- en arbeidsziektenaangelegenheden. »

**Art. 30.** In artikel 48, § 2, van hetzelfde besluit wordt de volzin "Bij afwezigheid of verhindering van deze ambtenaren wordt de in artikel 47 bedoelde delegatie toegekend aan de inspecteur-generaal van het Departement Juridische zaken." opgeheven.

**Art. 31.** In artikel 49 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De inspecteur-generaal van het Departement Beheer Human Resources krijgt een delegatie om, na advies van de secretaris-generaal of van de betrokken directeur-generaal, de interne opleiders aan te wijzen onder de ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst of de openbare instellingen bedoeld bij het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige openbare instellingen die onder het Waalse Gewest ressorteren die zich kandidaat hebben gesteld en ervaren zijn op het gebied van vorming. »

**Art. 32.** In artikel 50 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "Daarnaast krijgt de directeur-generaal" vervangen door de woorden "De directeur-generaal krijgt".

**Art. 33.** Artikel 67 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 67. Onverminderd de bevoegdheden van de ordonnateur krijgen de algemene ontvanger en de ontvanger van de taksen en retributies een delegatie om elke bewarende maatregel te treffen en meer bepaald om, in geval van een faillissement, gerechtelijke reorganisatie, collectieve schuldregeling of schuldbemiddeling door toedoen van een instelling erkend door het Waalse Gewest, elke schuldvorderingsaangifte te ondertekenen en in te dienen die valt onder de aangelegenheden die ressorteren onder hun boekhoudkundig beheer. »

**Art. 34.** In artikel 69 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° de overeenkomsten te sluiten tot vaststelling van de bijdragen van het Gewest in de kosten voor de aanleg van gemeentelijke afwateringsystemen, ten belope van 75.000 euro; »;

b) er wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° de overeenkomsten te sluiten met de betrokken provincies en gemeenten betreffende het onderhoud van de RAVel-, pre-RAVel-infrastructuren en van de gewestelijke wegunrustingen. »

**Art. 35.** Artikel 70 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

« 9° de overeenkomsten te sluiten met de beheerders van elektriciteitsnetten voor de aansluiting van de installaties. »

**Art. 36.** In artikel 72 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2°, worden het woord "waterwegen" en de woorden "bevaarbare waterwegen of daarmee gelijkgestelde wegen" vervangen door het woord "waterwegen" en het woord "jaagpaden" wordt vervangen door het woord "dienstweg";

b) in 3°, worden de woorden "overeenkomsten te sluiten" vervangen door de woorden "opdrachten te gunnen".

**Art. 37.** Artikel 73 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 73. De directeur van de betrokken directie krijgt delegatie om :

1° inzake het personenvervoer :

a) de wijzigingen goed te keuren in de uurregelingen van de reguliere lijnen en de gespecialiseerde reguliere lijnen;

b) de metingen en de verdelingstabellen van de reguliere lijnen goed te keuren;

c) de door de colleges afgeleverde vergunningen goed te keuren;

d) over de door de uitbaters ingediende beroepen tegen de beslissingen of gebrek aan beslissingen van de gemeentecolleges inzake taxidiensten te beslissen;

e) de vergunningen af te leveren voor de diensten van verhuur van voertuigen met chauffeur en collectieve taxis;

f) de vervoersdiensten van algemeen belang te erkennen;

g) het gebruik toe te laten van een individueel vervoersmiddel ten gunste van de leerlingen die het bijzondere onderwijs bezoeken;

h) te beslissen over de aanvragen tot toekenning van recht op vervoer overeenkomstig het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

i) de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de reguliere diensten;

j) de vergunningen af te leveren voor de tijdelijke diensten;

k) de vergunningen af te leveren voor de extra ingelegde diensten;

l) de vergunningen af te leveren voor het inleggen, wijzigen of afschaffen van de gespecialiseerde reguliere diensten, uitgezonderd de schoolophalendiensten;

2° inzake waterwegen :

a) derden voorlopige vergunningen toe te kennen voor de bezetting, op eender welke titel, van het openbaar domein dat deel uitmaakt van de bevaarbare waterwegen en hun aanhorigheden, overeenkomstig de richtlijnen bepaald door de directeur-generaal;

b) de functionele en sierbeplantingen te laten aanplanten, snoeien en omhakken langs de waterwegen en hun aanhorigheden;

c) voorlopige vergunningen af te leveren voor allerlei werken langs de waterwegen en hun aanhorigheden binnen de perken bepaald door de regelgevingen en instructies;

d) in het kader van concessiecontracten, meer bepaald te beslissen over de vrijmaking van borgstellingen en het sluiten van overeenkomsten betreffende hypothecaire mandaten en andere akten met eenzelfde bereik;

e) voor een periode van hoogstens 72 uren, de scheepvaart te verbieden op de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;

f) voor een periode van hoogstens 72 uren, het verkeer te verbieden meer bepaald op de bruggen, dienstwegen en de wegen langs de waterwegen in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst;

3° inzake het luchtvervoer en met inachtneming van de concessieovereenkomsten gesloten tussen het Waalse Gewest en de beheersmaatschappijen :

a) tijdelijke beslissingen te treffen over de opening of de sluiting van luchthavens of vliegvelden;

b) verslagen op te stellen van luchtvaartongevallen of -incidenten;

c) de boorddocumenten van de luchtvoertuigen en van de voertuigen die op de luchthavensite in verkeer zijn, op te vragen;

d) de toegangsbadges afleveren, uitgezonderd de bezoekersbadges, het nazicht van voorgeschiedenis van de aanvragers door de bevoegde autoriteiten te coördineren en het toezicht uit te oefenen op het gebruik van die badges;

e) de pilootlicenties van de luchtvoertuigen na te kijken;

f) het gebruik van de luchthaveninfrastructuur in te perken in de gevallen verantwoord door de noden van de dienst.

Bij afwezigheid van de directeur of van een daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A, worden de bevoegdheden uitgevoerd door de luchthaveninspecteur belast met de luchthavenbeveiliging, die zijn hiërarchie hiervan op de hoogte brengt. »

**Art. 38.** In de artikelen 74, 80, 90 en 92 van hetzelfde besluit, worden de bedragen telkens vervangen door de volgende bedragen :

« — directeur-generaal : 50.000 euro;

— inspecteur-generaal : 25.000 euro. »

**Art. 39.** Artikel 79 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 79. De houtvester en de directeur van de buitendienst waaronder hij valt, of de daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A, krijgt een delegatie om elke uitgave die toerekenbaar is op de geldvoorschotten aan de daartoe aangewezen buitengewone rekenplichtige op de basisallocaties van de klassen 0, 1 en 7 van titels I en II van programma 11 van organisatieafdeling 15 vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren. »

**Art. 40.** Artikel 81 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 81. De titularis van de volgende ambten krijgt tot en met de bedragen die naast de graad afgedrukt staan, delegatie om elke uitgave toerekenbaar op titel I van programma 14 van organisatieafdeling 15 van de algemene uitgavenbegroting van het Gewest betreffende de kosten voor de spoedinterventies, voorgeschoten door het Gewest om een verontreiniging te voorkomen, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

— directeur-generaal : 70.000 euro;

— inspecteur-generaal : 35.000 euro;

— directeur en daartoe gemachtigde ambtenaar van niveau A : 18.000 euro. »

**Art. 41.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 87/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 87/1. De directeur-generaal en de door hem daartoe gemachtigde ambtenaren van niveau A krijgen delegatie om uitvoeringsmaatregelen te treffen voor de beslissingen genomen door de Regering of door de door de Regering gemachtigde Minister om te verschijnen op volgende akten en ze te ondertekenen :

1° de ruilverkavelingsakten bedoeld in de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet, de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken en de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne;

2° de royementen van hypotheken;

3° de huurovereenkomsten;

4° de eigendomstitels die voortvloeien uit de uitoefening van het recht van verkoop bedoeld bij de in punt 1° vermelde wetten van 22 juli 1970 en 12 juli 1976;

5° de vervreemding van de in het kader van de uitoefening van het recht van verkoop verworven goederen ten gunste van de ruilverkavelingscomités. »

**Art. 42.** In artikel 91 van hetzelfde besluit wordt § 4 vervangen door wat volgt :

« § 4. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie voor de vastlegging, de goedkeuring en de ordonnancering van elke uitgave in verband met :

1° de op het Energiefonds toerekenbare energiepremies en de desbetreffende basisallocaties;

2° de premies voor de installatie van een zonneboiler ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2010 tot toekenning van een premie voor de installatie van een zonneboiler en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 november 2003, met uitzondering van de voorafgaande aanvragen tot premies bedoeld in artikel 7 van hetzelfde besluit. »

**Art. 43.** Artikel 99 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 99. De directeur van de Directie Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de energiepremies. »

**Art. 44.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 101/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 101/1. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de erkenning als EPB-certificeerder voor een bestaand woongebouw ingevoegd overeenkomstig artikel 237/30 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie. »

**Art. 45.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 101/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 101/2. De inspecteur-generaal van het Departement Energie en Duurzame Gebouwen krijgt delegatie om te beslissen over de toekenning of de weigering van de erkenning als EPB-verantwoordelijke voor een woongebouw ingevoegd overeenkomstig artikel 237/19 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie. »

**Art. 46.** In artikel 104 van hetzelfde besluit worden de woorden "Bejaarden en Gezinnen" vervangen door de woorden "Sociale Actie".

**Art. 47.** Artikel 105 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 105. § 1. De directeur-generaal krijgt delegatie voor de toekenning of de weigering van :

1° de afwijkingen bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

2° de afwijkingen bedoeld in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuren en uitrustingen van ziekenhuizen;

3° de termijnverlengingen bedoeld in de artikelen 7 en 11 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot uitvoering van het decreet van 7 november 2008 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

4° de termijnverlengingen bedoeld in de artikelen 7 en 11 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuren en uitrustingen van ziekenhuizen.

§ 2. De directeur-generaal krijgt delegatie voor de toekenning of de afkeuring van :

1° de eindrekening overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot uitvoering van het decreet van 7 november 2007 betreffende de subsidies voor investeringen in inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen;

2° de eindrekening overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008 tot bepaling van de procedure voor de subsidiëring van de infrastructuren en uitrustingen van ziekenhuizen. »

**Art. 48.** In artikel 107, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt het bedrag van "100.000 euro" vervangen door het bedrag van "150.000 euro".

**Art. 49.** In artikel 113, eerste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden "of de ambtenaar van ten minste rang A4 die hij aanwijst" ingevoegd tussen de woorden "directeur-generaal" en de woorden "delegatie om te beslissen over".

**Art. 50.** In artikel 117, eerste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden "of de inspecteur-generaal die hij aanwijst" ingevoegd tussen de woorden "directeur-generaal" en de woorden "krijgt delegatie om".

**Art. 51.** Artikel 121 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De directeur-generaal krijgt delegatie om, krachtens artikel 38, § 2, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, van de artikelen 8, 10, 12, 14, 21, 1°, en 22, 2°, van voornoemd besluit af te wijken in het kader van de aanvragen voor een arbeidsvergunning en een arbeidskaart voor seizoenarbeiders in de landbouwsector en voor leden van het verpleegkundige personeel die houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs of een gelijkwaardig diploma of van het bekwaamheidsbewijs van gebrevetteerd verpleger(-ster). »

**Art. 52.** In artikel 122 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "en aan de inspecteur-generaal en aan de directeur van de Directie Beroepsopleiding" ingevoegd tussen de woorden "directeur-generaal" en de woorden "delegatie om de schuldverderingsaangiften goed te keuren";

2° in § 1 wordt het tweede lid opgeheven;

3° in § 2 worden de woorden "en aan de directeur van de Directie Beroepsopleiding" ingevoegd tussen de woorden "De directeur-generaal en de inspecteur-generaal" en de woorden "krijgen een delegatie";

4° § 3 wordt opgeheven.

**Art. 53.** In artikel 123, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervallen de woorden ", de weigering" en de bedragen worden vervangen als volgt :

« — directeur-generaal : 1.500.000 euro;

— inspecteur-generaal : 1.000.000 euro;

— directeur : 700.000 euro;

— eerste attaché en attaché : 250.000 euro. »

**Art. 54.** In artikel 124 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de bedragen vervangen als volgt :

« — directeur-generaal : 1.500.000 euro;

— inspecteur-generaal : 1.000.000 euro;

— directeur : 700.000 euro;

— eerste attaché en attaché : 250.000 euro. »

2° in het derde lid worden de woorden "de beslissingen te treffen over de weigering en" ingevoegd tussen de woorden "een in bedrag onbeperkte delegatie om" en de woorden "de uitbetaling van de steun te verrichten".

**Art. 55.** Artikel 126 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 56.** Artikel 128, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de bedragen vervangen als volgt :

« — directeur-generaal : 1.500.000 euro;

— inspecteur-generaal : 1.000.000 euro;

— directeur : 700.000 euro;

— eerste attaché en attaché : 250.000 euro. »

**Art. 57.** In artikel 129 van hetzelfde besluit, worden de woorden "of aan elke ambtenaar van niveau A die daartoe door de directeur-generaal wordt aangewezen" ingevoegd tussen de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Financieel Beheer" en de woorden "delegatie om aan elke persoon die een steunaanvraag".

**Art. 58.** In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door wat volgt :

« Bijlage. Keuze van de gunningswijze, goedkeuring van de overheidsopdrachtdocumenten, kwalitatieve selectie en gunning van de opdracht

Met uitsluiting van de dienstuitgaven anders dan die betreffende de overheidsopdrachten krijgt de titularis van onderstaande ambten tot en met volgende bedragen, btw niet meegerekend, een delegatie om de gunningswijze van de overheidsopdracht te kiezen, de overheidsopdrachtdocumenten goed te keuren en de procedure in te zetten :

	Openbare aanbesteding, algemene offerteaanvraag, beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag	Onderhandelingsprocedure met voorafgaandelijke bekendmaking	Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
WERKEN	Euro	Euro	Euro
Secretaris-generaal en directeur-generaal	1.250.000	500.000	200.000
Inspecteur-generaal	500.000	200.000	100.000
Directeur	200.000	100.000	50.000
LEVERINGEN			
Secretaris-generaal en directeur-generaal	500.000	400.000	125.000
Inspecteur-generaal	300.000	125.000	50.000
Directeur	125.000	50.000	25.000
DIENSTEN			
Secretaris-generaal en directeur-generaal	250.000	150.000	75.000
Inspecteur-generaal	100.000	50.000	25.000
Directeur	50.000	25.000	12.000

Indien de overheidsopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking hoger is dan 35.000 euro, btw niet meegerekend, wordt er een verantwoordingsnota aan de bevoegde Minister medegedeeld. »

**Art. 59.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juni 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET